

MENACES SUR LA RÉVOLUTION

par M. Saadoune

Le Quotidien d'Oran - éditorial

le 7 février 2013

Qui a tué l'avocat Chokri Belaïd, figure de l'opposition de gauche ? Ceux qui sont dans une opposition frontale au mouvement Ennahda - et le défunt en faisait partie - ont immédiatement accusé le parti de Ghannouchi. Et il ne s'agit pas d'une simple accusation morale en direction d'un parti qui a la charge du gouvernement - et donc de la sécurité - mais d'une mise en cause en bonne et due forme. Cette accusation paraît trop facile car automatique et sans recul. Elle contribue directement à une stratégie de la tension destinée à entraver la transition politique vers un régime démocratique.

Le gouvernement dominé par Ennahda est comptable de la sécurité des citoyens et il est lourdement en défaillance. Mais l'accusation qui est portée contre le parti islamiste d'avoir fait assassiner Chokri Belaïd est aussi injuste que dangereuse. Elle vient conforter l'argumentaire simpliste des milieux qui travaillent à une confrontation idéologique allant jusqu'à la guerre civile. Jusque-là, malgré des graves difficultés, la transition tunisienne a connu des dérapages limités dans la violence. Il reste que l'activisme des salafistes djihadistes à l'extérieur, en Syrie principalement et récemment à Tiguentourine où ils étaient très nombreux au sein du groupe des assaillants, fait peser un grave risque sur le pays. Ces activistes d'une culture frustrée constituent le vivier d'aventuriers aussi fanatisés qu'aisément manipulables et c'est une piste possible dans l'affaire de l'assassinat de Chokri Belaïd.

L'autre piste est celle des hommes de l'ancien régime qui disposent de l'argent et de « l'ingénierie » pour manipuler des jeunes nervis qu'ils soient islamistes ou plus prosaïquement des délinquants. C'est à eux que pense probablement Moncef Marzouki en qualifiant l'assassinat de « *message des ennemis de la révolution* ». « *Nous refusons cette lettre, nous refusons ce message et nous continuerons à démasquer les ennemis de la révolution* », a-t-il déclaré. Rien n'est certain cependant sur les auteurs et les commanditaires de ce crime et les hypothèses sont plus grandes que les certitudes. Pour l'heure, l'affaire empoisonne un climat politique déjà très détestable. Il faudra que l'enquête se fasse correctement et vite pour démasquer les coupables et les traduire devant la justice.

En attendant, il faudra aux tunisiens beaucoup de volonté et d'effort politique pour éviter de tomber dans le piège de la tension et de la confrontation. C'est bien la plus grande menace qui guette la Tunisie.

Le président tunisien qui se trouvait à Strasbourg et qui a décidé de renoncer à participer au sommet de l'Oci au Caire pour revenir au pays a mis le doigt sur le risque majeur pour le pays. « *Cet odieux assassinat n'a pas d'autre objectif que d'opposer la composante laïque à la composante musulmane de la société pour susciter le chaos* ».

Il s'agit bien pour la Tunisie de ne pas permettre aux assassins, quels qu'ils soient, d'atteindre ce funeste objectif.

Beaucoup travaillent à un scénario de confrontation entre islamistes et laïques pour le plus grand bénéfice des néo-fascistes et des nostalgiques de l'absolutisme.

Il reviendra aux forces démocratiques tunisiennes, celles qui sont au pouvoir comme celles qui sont dans l'opposition, d'étouffer dans l'œuf ceux qui veulent la guerre civile et cherchent à rendre désirables les temps humiliants de la dictature de Ben Ali.



Sources : Le Quotidien d'Oran

repris sous le titre : *“Tunisie- Objectif : le chaos” le 7 février 2013 sur algerieinfos :*